

# MALI : SILENCE, ON DÉMOCRATISE !

ISSA N'DIAYE \*

*Le bilan catastrophique des équipes qui se sont succédé au pouvoir depuis 1992 est tel que d'aucuns en viennent rétrospectivement à considérer la dictature militaire qui avait géré le pays à partir de 1968 comme un moindre mal. Depuis cette période, d'Alpha Oumar Konaré à ATT, le pays s'est enfoncé dans la médiocratie, la gabegie et la corruption, ouvrant la porte aux militaires du capitaine Sanogo et à l'irruption de la mouvance djihadiste dans le nord du pays et à l'opération Serval. Ces enchaînements ont eu pour conséquence de favoriser la montée en puissance de la société religieuse salafiste.*

« Quelle époque terrible que celle où des idiots dirigent des aveugles. »  
William Shakespeare

Le philosophe allemand Hegel enseignait dans ses *Leçons sur la philosophie de l'histoire* que l'histoire était un éternel recommencement. Elle était pour ainsi dire un cycle sans cesse renouvelé de la réalisation dans le monde de la *raison universelle* qu'il avait appelée *idée absolue*. Les hommes d'État, ceux qui faisaient l'histoire n'étaient que son incarnation. Ainsi s'était-il écrié lorsqu'il avait vu passer, du haut de son balcon, Napoléon 1<sup>er</sup> : « Voici l'idée absolue à cheval ! ».

Son compatriote Marx lui répondit dans *le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* que si l'histoire devait être considérée comme un éternel recommencement, la première fois elle serait *tragédie* et la seconde fois *comédie*. Ainsi Louis Napoléon Bonaparte ne fut qu'une parodie de Napoléon 1<sup>er</sup>. Sa prétention à vouloir renouveler le destin de son illustre prédécesseur fit qu'on le surnomma Napoléon le Petit.

N'en est-il pas de même pour ATT<sup>1</sup> de 2012 par rapport à ATT de mars 1991 ? Si celui de 1991 fut l'ATT héroïque, celui qui a incarné le courage et la détermination des Maliennes et des Maliens lors

---

\* PHILOSOPHE, UNIVERSITÉ DE BAMAKO. PRÉSIDENT DU FORUM CIVIQUE.

<sup>1</sup> ATT : Amadou Toumani Touré.

des événements de mars 1991<sup>2</sup> et fait naître l'espérance dans le cœur de tout un peuple, celui de 2012 ne serait-il pas plutôt l'ATT comique, celui qui symbolise sa déception, son désarroi face à l'avenir, à l'instar de *Tountourou*, « l'idiote du village » qui accéda au pouvoir en raison de l'indifférence et du mépris de ses concitoyens, selon le sketch joué à la télévision malienne pendant la campagne lors des dernières élections communales ?

Étrange parallèle qui nous fournit cependant une des clés de l'analyse de la situation politique malienne.

L'auteur du *18 brumaire* nous en fournit une autre lorsqu'il analyse le rôle important joué dans le coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte par une catégorie sociale jusqu'ici peu étudiée par la science sociale, le *lumpen-prolétariat*, toute cette masse de déclassés sociaux, de « sans foi ni loi » qui avaient comme une revanche sociale à prendre pour se laver en quelque sorte de leurs tares sociales originelles. Leurs comportements idéologiques et politiques, leur mentalité, leurs méthodes de gestion des affaires publiques, leurs attitudes lorsqu'ils sont au pouvoir, ne rappellent-ils pas, étrangement, ceux de nos hommes politiques et gouvernants actuels ? Une fois parvenus au pouvoir, ils donnent libre cours à leurs « instincts » et cherchent à assouvir leurs fantasmes, dévoilant ainsi leur appétit de jouissance, salissant tout ce qu'ils touchent à l'instar de « *l'homme sale* » du philosophe allemand Nietzsche, bafouant tout ce qui paraît sacré, tout ce qui fait partie des valeurs cardinales forgées par notre histoire et notre tradition millénaires.

Mais auparavant, essayons d'analyser l'héritage politique qui nous a conduits à l'impasse démocratique actuelle au Mali.

Le Mali de Modibo Kéita<sup>3</sup> avait forgé une conscience nationale qui avait fait la renommée du pays. Nous étions fiers d'être des Maliennes et des Maliens. Le nom Mali résonnait partout dans le monde jusque dans les couloirs des Nations unies. Mais avec le coup d'État du 19 novembre 1968, la voix du Mali s'est éteinte dans le concert des nations. Le pays sombra dans le chaos. Tout fut saccagé sans ménagement. On fit tout pour détruire et salir l'héritage de Modibo Kéita. La revanche de l'histoire fut cependant sans appel. Aujourd'hui, son peuple l'a installé définitivement dans sa mémoire collective. Malgré tout, ce qui reste encore debout de

---

<sup>2</sup> Mars 1991 : soulèvement populaire qui aboutit à la chute du dictateur Moussa Traoré qui dirigea le Mali 23 ans d'une main de fer.

<sup>3</sup> Modibo Keita : père de l'indépendance du Mali, son premier Président.

cette nation portée en 1960 sur l'échiquier international fut le fait du régime de Modibo Keita qui était un visionnaire. Dans le contexte de l'époque, dans la plus grande hostilité de l'ancienne puissance coloniale et de ses satellites africains, il avait su jeter les bases d'un pays nouveau, alors qu'il ne disposait d'aucun exemple à cet effet. Il n'avait pas non plus à sa disposition, les cadres nombreux et qualifiés. Pourtant, c'est avec une poignée de compagnons qui n'étaient pas « bardés de diplômés » comme ceux d'aujourd'hui qu'il sut relever les défis qui furent ceux de sa génération. Le Mali et l'Afrique mettront du temps pour produire un dirigeant patriote de sa trempe.

Nous n'avons pas jusqu'ici mesuré la portée de l'immense tragédie que fut pour le Mali, l'Afrique et le monde la chute d'un régime qui avait ouvert aux Africains les portes de l'espérance d'un monde de dignité et de justice sociale. Modibo Kéita et son parti, l'USRDA<sup>4</sup>, sont aujourd'hui notre héritage commun. Ils font partie de notre patrimoine national. Pourquoi ne pas faire comme Rawlings l'a fait au Ghana pour Nkrumah et son parti ? Que personne, qu'aucun groupe de gens ne puisse prétendre à leur exclusivité. Ainsi Modibo et l'USRDA seront un bien national et aucun parti ne sera plus autorisé à porter le nom de son parti qui deviendra alors un héritage collectif où chacun pourra trouver l'inspiration et l'élan patriotiques nécessaires pour relever les défis de notre génération, comme Modibo a su le faire pour ceux de son temps.

La soldatesque qui régna 23 ans durant plongea le pays dans une des périodes les plus sombres de notre histoire. Les Maliennes et les Maliens en sortirent meurtris après de longs et douloureux sacrifices. Le prix payé fut lourd. De nombreux patriotes y laissèrent leur vie et leur santé. Le bilan fut effroyable. La torture fut érigée en système. En témoignent, entre autres, les révélations accablantes faites dans la publication du colonel Assimi Dembélé qui faisait pourtant partie du système. On ne saurait égrener tous les méfaits de ce régime.

---

<sup>4</sup> USRDA : Union soudanaise RDA, section territoriale du Rassemblement démocratique africain, parti politique qui conduisit bien des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest à l'indépendance.

## **La dictature de Moussa Traoré n'a pu faire table rase de l'acquis de Modibo Keita**

Cependant, malgré tout, l'espérance était restée tapie au fond des Maliennes et Maliens. Le régime militaire avait, à son corps défendant, au travers d'une répression féroce, contribué à forger une conscience patriotique, à former des patriotes de plus en plus nombreux et déterminés. Nous étions devenus « meilleurs », car sortis de la féroce école de la dictature et de la répression.

Cependant, à bien des égards, on peut dire aujourd'hui que le régime de dictature de Moussa Traoré<sup>5</sup> est jugé par bon nombre de Maliens de loin préférable à celui dit démocratique de ses successeurs de 1992 à nos jours.

Moussa était certes un dictateur et n'avait point de convictions démocratiques. C'était trop lui demander. Loin de le blanchir, malgré tout ce qu'on peut lui reprocher, il est demeuré à certains égards plus « sain », moins « tordu » et même plus « patriote » que ceux qui l'ont remplacé. Si le bilan de sa gestion politique reste effroyable, celui de sa gestion économique, sociale et culturelle est plus défendable que celui de la période dite démocratique depuis 1992. Le Mali d'aujourd'hui est devenu plus pauvre, plus misérable, plus endetté, plus corrompu, plus « pourri » à tous égards qu'il ne l'était auparavant. Le patriotisme est devenu une denrée de plus en plus rare. Jamais la médiocrité et la gabegie n'ont autant rimé avec la politique et le pouvoir ! Jamais les dirigeants maliens ne se sont autant aplatis devant l'extérieur. Si l'incivisme, l'impunité et la corruption étaient au stade artisanal sous le CMLN<sup>6</sup> et l'UDPM<sup>7</sup>, ils ont franchi le seuil de l'industrialisation, de la robotique sous le Mali « démocratique ». Ce bilan catastrophique et sans pareil est aujourd'hui le fait de cadres plus « instruits », bardés de toutes sortes de diplômes mais d'une veulerie sans égale.

En Moussa restaient en quelque sorte des survivances de l'époque Modibo dont il fut un produit « raté ». En Moussa demeuraient encore des résidus du sens du pays, de la patrie, du pouvoir et de la dignité d'un peuple que Modibo avait semés

---

<sup>5</sup> Moussa Traoré : chef de la junte militaire qui prit le pouvoir en novembre 1968.

<sup>6</sup> CMLN : Comité militaire de libération nationale : nom de la junte.

<sup>7</sup> UDPM : Union démocratique du peuple malien : nom du parti unique constitutionnel créé par la junte.

dans la conscience collective de son peuple. Il lui arrivait de dire « non » aux puissants du monde et surtout à l'ancienne puissance coloniale, comme Modibo Keita, alors que ses successeurs n'osent point s'y aventurer. Il y vit, à tort, la seule raison de sa perte du pouvoir. Il ne comprit jamais son peuple. Il avait le mépris du « tonjon »<sup>8</sup> pour la « lâcheté » de ses concitoyens. N'a-t-il pas dit un jour, dans sa toute-puissance, que ce qui lui faisait le plus mal, était que le Malien était capable de tout endurer. La hardiesse voire la témérité de son peuple en 1990-1991 fut pour lui une mortelle surprise. Refuser de comprendre que ce fit la révolte sanglante de son peuple qui le congédia de l'histoire et continuer à tout mettre sur le dos des autorités françaises, c'est faire croire que la France est capable de s'émouvoir du sort des peuples africains alors qu'elle n'a jamais cessé, malgré ses proclamations de foi, de soutenir les dictatures africaines les plus féroces et continue encore à le faire aujourd'hui un peu partout en Afrique.

Le « mérite » de Moussa Traoré, si mérite il y a, est qu'on ne pouvait se faire aucune illusion sur son régime. On savait à quoi s'attendre lorsqu'on se risquait à s'y opposer. C'était une sorte de combat à mort, presque à la « loyale », une fois qu'on avait compris la nature de son régime. Il n'y avait aucun « coup bas », aucune « tordure » de sa part. Moussa savait, en dépit de tout, être un chef, un chef craint voire même haï. Il était cependant le chef. Il avait le sens du commandement. Il savait sévir. Ses subordonnés avaient une peur terrible de ses « colères ».

Ses successeurs, par contre, n'ont montré aucun sens de l'État, de l'autorité. Le pouvoir fut avant tout pour eux une affaire de jouissance, de profit exclusivement personnel qu'ils pouvaient en tirer. Tant pis pour l'État ! Tant pis pour le pays !

### **Alpha Oumar Konaré, le « professeur de démocratie » !**

Nous avions pensé que la situation ne pouvait pas être pire après Moussa. Nous avons cru que nous étions arrivés au fond du puits. Ce qui nous arrive aujourd'hui montre à satiété que notre chute se poursuit et que nous sommes loin du fond du puits. Nous ne serons sauvés que lorsque nous y arriverons enfin. Combien de temps faut-il encore pour cela ? Combien de souffrances et de sacrifices ? Combien de tragédies ?

---

<sup>8</sup> Tonjon : nom de la soldatesque dans le royaume bamanan de Ségou.

La naissance douloureuse de la III<sup>e</sup> République nous avait fait espérer en de lendemains meilleurs. Mais la gestion ADEMA<sup>9</sup> du pouvoir fut une tragédie incommensurable. Y a-t-il crime plus grave que « d'assassiner l'espoir » de tout un peuple ?

Beaucoup de Maliennes et de Maliens avaient, pendant plusieurs décennies, parfois dès le coup d'État de novembre 1968, fait montre d'une capacité de résistance farouche, de courage et de détermination, accepté tant de sacrifices, portant au fond d'eux l'espoir que leurs sacrifices ne resteraient pas vains. Après mars 1991, leur déception fut proportionnelle à leur engagement. Dans l'aventure du pouvoir ADEMA, nous perdîmes beaucoup de « camarades », d'amis, de « frères et de sœurs d'armes ». Bien des militants de longue date en sortirent dégoûtés de la politique et du militantisme. Certains sombrèrent à jamais dans l'alcool, d'autres dans le prosélytisme religieux. Dans leur désespérance, beaucoup furent au bord du suicide. S'ils n'appuyèrent pas sur la gâchette comme Pierre Bérégovoy, l'ancien Premier ministre du président français François Mitterrand, ce fut en raison de nos barrières culturelles. En réalité, ce ne furent pas les terribles calomnies de la presse qui brisèrent le défunt Premier Ministre français, mais les impasses politiques et affectives dans lesquelles l'avaient conduit son « ami » de Président. Le « syndrome Bérégovoy » fit de nombreuses victimes dans le pouvoir ADEMA. Il fit désertier à jamais de la lutte bien des camarades, distillant insidieusement dans la conscience collective de notre peuple, l'incertitude et le désespoir, l'inutilité de toute lutte.

Des opportunistes et truands en tout genre firent fortune en politique et dans la gestion du pouvoir. On écarta soigneusement tous ceux qui pouvaient gêner et faire de l'ombre au nouveau président. Les déchirures furent brutales et douloureuses.

Alpha Oumar Konaré avait en partage bien de choses avec son modèle politique François Mitterrand. Il était un mélange tropicalisé de Mitterrand, de Gorbatchev et d'Eltsine.

Comme Mitterrand, il était foncièrement un homme de droite dont le discours était enveloppé dans celui d'un homme de gauche. Après le long règne de la droite en France et de Moussa Traoré au Mali, seul un discours de gauche pouvait donner le change. Comme Mitterrand, il s'engagea à gauche uniquement pour conquérir le pouvoir. Leur commune pratique au pouvoir en fut l'illustration éloquente. Comme Mitterrand, il sut utiliser

---

<sup>9</sup> ADEMA : Alliance pour la démocratie au Mali : parti créé par Alpha Oumar Konaré qui gagna les élections de 1992 et de 1997.

ses « amitiés » dans sa marche forcée vers le pouvoir. Il utilisa, sans état d'âme, comme « marchepieds » tant de femmes et d'hommes, tant de camarades, d'amis, de sœurs et de frères, tant de parents, tout un monde qui avait nourri tant d'affection pour lui, qui avait été séduit par ses discours, par ses comportements démagogiques et populistes. Au pouvoir, il brisa leur cœur à jamais. Ils comprirent bien en retard qu'ils ne furent pour lui qu'un moyen, qu'un instrument, rien d'autre. Ils furent durement atteints dans les sentiments, dans l'affection profonde qu'ils lui portaient. Ils en furent blessés à jamais. Comme Mitterrand, dans sa gestion du pouvoir, Konaré solitaire, orgueilleux, méprisant, soucieux de passer coûte que coûte à la postérité par des initiatives budgétairement ruineuses pour son pays, comme tous ces monuments et autres constructions en béton armé qu'il appelait les « grands travaux » de son règne à l'instar de celui de son mentor français.

De Gorbatchev, il avait le « complexe d'infériorité démocratique » face à ses maîtres occidentaux auxquels il cherchait sans cesse à démontrer qu'il était leur disciple le plus doué. La démocratie était devenue son slogan, sa tenue de parade, le plat qu'il servait sans cesse à ses invités ou lors de ses envolées lyriques aux tribunes qui lui étaient offertes dans le monde. Il devint le « professeur de démocratie » attiré de ses collègues africains. Il avait un mépris souverain pour son peuple auquel ses discours n'étaient en réalité jamais adressés. Il se moquait de son opinion publique nationale. Il était plus soucieux dans le plus petit détail de ce que ses « maîtres » occidentaux pouvaient penser de lui. Il veillait à son image de marque, à son prestige extérieur, n'hésitant pas à distribuer des centaines de millions de francs à des hommes de médias occidentaux pour redorer son blason. Il devint ainsi « le plus grand démocrate africain de tous les temps » aux yeux des Américains et des Européens. Beaucoup d'Africains informés à grands frais de l'exceptionnelle « expérience démocratique malienne » se précipitèrent pour venir s'abreuver à sa source. Ils en repartirent avec une « intoxication alimentaire aiguë ». Ce fut une grande duperie, à l'image de Gorbatchev en Russie pour ses concitoyens.

D'Eltsine, il retint surtout le côté « crapule » qui ne s'embarrassait d'aucune considération morale. Eltsine n'hésita pas à tirer au canon sur ses « camarades » du Parlement russe dont il était auparavant l'allié et qui l'avaient propulsé au devant de la scène politique russe. Malgré la brutalité de son forfait, il fut néanmoins salué partout en Occident comme « le plus grand démocrate » de Russie. On connaît la suite, le désastre pour son pays, pour les peuples du monde et l'équilibre planétaire.

Lors du congrès constitutif de l'ADEMA, dans son discours de clôture prononcé le 26 mai 1991, le futur président Konaré engageait ses militants à chercher à « *réduire la part de crapule* » qui sommeillait en chacun d'eux. Discours prémonitoire qui montrait, à quel point, son attachement à « l'instinct crapuleux » des êtres au lieu de ce qui faisait leur grandeur voire leur génie. Il sut en effet détecter bien des « crapules » dont il fit les piliers de son régime. Il sut les déceler, les faire entrer massivement dans son parti pour y traquer et y déloger les véritables patriotes, tous les hommes véritablement de gauche, tous ceux qu'il catalogua par la suite de « communistes » et qui avaient su incarner la longue lutte de résistance de notre peuple. Il fallait s'en débarrasser, maintenant que son objectif était atteint. Il exploita à merveille leurs dissensions internes, l'esprit sectaire ou de clan des uns et des autres. Le premier coup fut porté contre les animateurs du « Manifeste pour la Patrie »<sup>10</sup> qui, déjà en mai 1993, avaient dénoncé les dérives du parti au pouvoir, à la veille de la 1<sup>re</sup> conférence de l'ADEMA. Ils furent empêchés de venir argumenter et défendre leur point de vue avec la bénédiction bruyante voire musclée de ceux qui allaient devenir ses prochaines victimes. Dénoncés comme antipartis, bon nombre d'animateurs de ce courant prirent congé du parti. La purge continua. Les « hommes du Président » finirent par prendre le contrôle du parti, des hommes pour la plupart sans passé militant ou même politique significatif. Ils étaient pour la plupart, issus de l'ancien parti unique, l'UDPM.

Alpha avait une catégorisation assez intéressante de ses « hommes » de main. Pour la plupart d'entre eux, il n'avait que mépris. Cela se mesurait à la sonorité de la « moue de dédain » (« *ka poronti* » en bamanankan) qu'il émettait lorsqu'on lui demandait son avis sur tel ou tel individu. Il les connaissait tous, savait mesurer leur degré de « crapulerie ». Il avait de la préférence toute particulière pour certains d'entre eux.

Ainsi il qualifiait son ancien Premier ministre de « jouisseur ». Celui-ci aimait les « parures » du pouvoir. C'était un homme de parade. Aucune épaisseur, enfantin voire puéril à bien des égards. Les honneurs attachés au pouvoir l'excitaient outre mesure et le plongeaient dans un état d'extase proche de l'orgasme. Il ne brillait point par sa puissance de travail, mais plutôt par sa

<sup>10</sup> Manifeste pour la patrie : groupe politique créé autour d'un document critiquant durement, déjà en 1993, la gestion du pouvoir par l'ADEMA.

capacité à « festoyer » sans cesse, fort tardivement dans des soirées souvent assez arrosées. C'était cependant un bon exécutant, mais encore fallait-il savoir le programmer pour qu'il puisse s'arrêter à temps, sinon, bonjour les dégâts causés par sa tendance à l'excès. Leur divorce intervint lorsqu'il se crut investi par son chef de sa succession alors que ce dernier n'avait pas fini tous ses « calculs ». Il lui « brisa les reins » pour lui montrer qu'il lui devait ce qu'il était devenu et que, sans lui, il n'était rien.

Son ministre des Finances, autre prétendant à sa succession, illustre inconnu sur la scène politique (en dehors du fait qu'il avait failli être brûlé vif par les travailleurs de la société qu'il dirigeait), dont il avait fait la fortune, fut affublé par ses soins, du surnom de « Petit Voleur », petit en référence à sa taille. Il disait de lui qu'il était en mesure de « payer à lui seul tout le gouvernement » en raison de la fortune colossale qu'il avait su amasser au pouvoir. Prévoyant, ce dernier avait su se protéger des imprévisibles montées de fièvre de « lutte contre la corruption » de son chef qu'il réussit à piéger. Quand il se porta candidat à sa succession contre son avis, il lui fit mordre la poussière en suscitant d'autres candidatures dans son propre parti et en poussant les autres à voter pour son prédécesseur. Ce n'était pour lui qu'un « petit prétentieux » qui n'avait pas l'étoffe d'un chef d'État, qui voulait simplement « acheter le pouvoir » avec les fonds publics détournés. Il était un novice en politique. Sa force, c'était l'influent réseau que son clan avait réussi à tisser dans le pays pour contrôler tous les secteurs juteux de l'économie nationale et, de là, monter à l'assaut du parti en vue de la conquête du pouvoir.

Son favori restait cependant, son ancien directeur de la sécurité d'État. Pour lui, c'était une « ordure », mais « une belle Ordure ». Dans la vision de Alpha, « l'Ordure » était la « crapule » presque parfaite, capable de toutes les « tordureries », qui n'avait aucun état d'âme pour commettre tel ou tel forfait. À titre d'illustration, ne lui a-t-il pas fait « embastiller » son propre beau-père pour tentative d'un coup d'État tout à fait ridicule ? Cet étalon avait sur le plan politique une bonne longueur d'avance sur ses concurrents. Il était, comme lui, une « bête politique » au sens mitterrandien du terme, rompu à toutes les manœuvres, à tous les coups fourrés, à tous les « coups bas ». De tous, il était celui qui avait toujours défendu en public l'héritage du chef. Ils étaient peut-être liés par le « pacte du diable ». Il le savait cordialement détesté par le commun des Maliennes et des Maliens, certainement en raison de ce qu'il avait pu leur faire endurer d'une manière ou d'une autre. Malgré son immense talent dans la « crapulerie », il n'était pas plus « présidentiable » selon lui.

Ces quelques portraits dessinés au passage, témoignent de la sagacité politique, voire du cynisme du président Konaré. Il n'aimait point les hommes de qualité, ceux qui pouvaient « briller » dans son entourage et « voiler » son étoile. Il avait le génie de savoir détecter chez les hommes, ceux qui l'approchaient, leurs « points de couture », là, où en appuyant, il pouvait les faire « craquer ». Ses jugements sur « ses hommes » de service étaient parfois déroutants. Il n'hésita pas à faire appel comme conseiller à quelqu'un qu'il qualifiait lui-même « d'assassin ». Il avait une connaissance presque parfaite de son « écurie ». Avec le recul du temps, on est obligé d'admettre qu'il s'était rarement trompé dans les appréciations qu'il portait sur son entourage. Il connaissait parfaitement tous ceux qu'il avait fait monter autour de lui au parti, au gouvernement, dans les institutions de l'État. Ils connaissaient leurs lacunes, leur médiocrité, mais surtout leur degré de « crapulerie ». Cela lui suffisait amplement. Il en remplit la direction de l'ADEMA, comme pour empêcher toute possibilité de relève. Après lui, le chaos, en somme ! Il n'est pas étonnant de constater actuellement, l'absence de tout *leadership* au sein de l'ADEMA, en raison de la médiocrité phénoménale de la plupart de ses dirigeants.

Le plus surprenant dans le comportement au pouvoir du président Konaré fut son attitude face à l'argent. Dans sa marche vers le pouvoir, l'argent, au départ, n'avait joué aucun rôle essentiel. C'était certes un ambitieux. Avec le recul du temps, nous pouvons dire qu'il avait très tôt nourri son projet d'accession au pouvoir. Le reste ne fut que calcul. Mais il sut bien cacher son jeu au départ et se placer favorablement dans les opportunités de l'histoire. Son entrée dans le gouvernement de Moussa Traoré obéissait à cette stratégie. Elle devait lui permettre de se faire connaître et de nouer des relations internationales. Toutes ses activités étaient centrées sur son objectif. La coopérative Jamana, la revue *Jamana* et le journal « *Les Échos* » dont il devint la figure de proue sans en assumer les risques, sa présidence de l'ICOM<sup>11</sup>, tout, absolument tout, était au service de cette ambition. L'essentiel du travail fut le fait de nombreux camarades, parfois anonymes, qui prirent tous les coups à sa place. Il ne s'exposait jamais et sut tirer tous les marrons du feu. Un jour, il avoua imprudemment qu'il ne fallait « jamais prendre de risque ». C'était sa philosophie de la vie, alors

---

<sup>11</sup> ICOM : sigle anglais du Conseil international des Musées dont Alpha Oumar Konaré avait assuré la présidence.

que la vie elle-même était sans cesse risqué. Il était un génial opportuniste au sens fort du terme, quelqu'un qui savait tirer le maximum des opportunités du moment.

Il n'était pas un homme d'argent, mais plutôt un homme de pouvoir. C'est sa rencontre avec le « clan CMDT »<sup>12</sup> qui lui ouvrit les yeux. Il comprit rapidement tous les avantages qu'il pouvait tirer d'une alliance stratégique avec ce dernier. Il se mit à leur école, sut, dans leur sillage constituer un trésor de guerre faramineux pour arriver à ses fins. C'est ainsi qu'il put acheter toutes les « crapules » dont il avait besoin pour son pouvoir. Le paroxysme fut atteint lors des élections de 1997. Les bulletins de vote furent massivement achetés, de même que certains opposants. Il alla jusqu'à se payer une opposition élue sur les listes électorales de son parti. Sa stratégie de « gestion concertée du pouvoir » fut affinée. Il mit au goût du jour le « consensus » politique qu'il emprunta à l'UDPM de Moussa Traoré. Tacticien hors pair, il sut contourner tous les obstacles, n'affrontant jamais ses adversaires, esquivant leurs charges comme le toréador et profitant de son avantage momentané pour leur planter dans le dos son glaive mortel.

L'argent lui permit de travestir totalement la politique. Les « fonds secrets », de millions, se transformèrent en milliards. Des circuits de financement occultes par l'intermédiaire d'opérateurs économiques nationaux et étrangers furent mis en place. Des réseaux clandestins plus ou moins maffieux furent organisés. L'argent coulait à flots. Des fortunes inimaginables jaillirent comme une génération spontanée. Le CMLN et l'UDPM étaient des amateurs, des novices. Des billets neufs claquèrent au vent. Les Maliennes et les Maliens furent effarés devant tant d'argent, eux qui ne voyaient guère le diable passer pour lui tirer la queue. L'affairisme s'installa au pouvoir. La corruption bondit hors échelle. L'impunité fit le reste. Prenant la mesure de la situation, le chef tenta en vain de freiner l'ardeur « crapuleuse » de ses hommes par des campagnes spectaculaires de lutte contre la corruption qui se terminèrent toutes en queue de poisson. Elles furent, la plupart du temps, des occasions de règlements de compte politiques.

---

<sup>12</sup> CMDT : Compagnie malienne des textiles, entreprise mixte Mali/France qui gérait la filière coton, véritable État dans l'État. Ses principaux cadres finirent par faire main basse sur l'ADEMA et le pouvoir d'État.

La grande responsabilité historique du président Konaré et de l'ADEMA fut la perversion de la politique. Plus de morale. Tout est désormais argent. La politique devint un gagne-pain quotidien, un jeu « d'affaires ». Les électeurs furent transformés en marchandises. Le tissu social, les valeurs qui étaient le ciment de notre société, tout vola en éclats sous les coups de boutoir du nouveau dieu Argent. Toutes les espérances furent enterrées. Les sentiments, les longues relations d'amitié, de fraternité et de camaraderie, tout fut sacrifié à l'argent, aux intérêts personnels et immédiats. Jamais autant de puanteur ne sortit de la politique et du pouvoir. Elle fut la tragédie de l'épopée ADEMA.

Il est aujourd'hui commode, pour bien de gens, surtout ceux qui l'ont servi jusqu'au bout, de tout mettre sur le dos d'Alpha. La plupart de ceux qui s'agitent sur la scène politique actuelle sont, certes, sortis de sa « fabrique », mais ils ont su parfois, mieux que lui, profiter du pouvoir. Ils lui doivent ce qu'ils sont aujourd'hui et au moins l'élégance de ne pas lui « cracher dans le dos ». En tous points, Alpha leur reste préférable, en raison de son intelligence, de son génie politique, de son savoir-faire. À certains égards, on peut dire qu'il était porteur d'une certaine vision, même s'il s'agit d'une vision plutôt opportuniste des choses. C'était quelqu'un qui savait anticiper. Il était aussi un excellent comédien. Quand « ça chauffait », il savait faire compatir son peuple par ses discours larmoyants. Il avait tout de même de la classe, dans cette mer de médiocrité et de « crapulerie » politiques dont il s'était entouré.

### **L'arrivée d'ATT, du régionalisme ethnique et du népotisme**

Conscient de ce que valaient les prétendants à sa succession, Alpha ne pouvait se risquer à abandonner le pouvoir en des mains aussi incertaines. C'est pourquoi il renvoya l'ascenseur à son prédécesseur avec la bénédiction de ses tuteurs occidentaux. Il fit feu de tout bois pour écarter tous les autres concurrents avec une redoutable efficacité. Certains lui attribuent la « géniale » annulation des centaines de milliers voix par la Cour constitutionnelle, ce qui permit à ATT de se retrouver au second tour alors que, fort vraisemblablement, il arrivait en 3<sup>e</sup> position. Des négligences et des irrégularités, certainement adroitement provoquées, facilitèrent la tâche. Des coups de pouce subtils et des géniales manipulations informatiques des résultats électoraux bouclèrent la boucle. Son ancien Premier ministre, ainsi éliminé, dut s'y résoudre, à l'injonction de ses parrains étrangers qui lui

assurèrent le poste de consolation de président de l'Assemblée. Là, il pouvait continuer « sa parade », tant désirée.

Avec la victoire d'ATT, les Maliennes et les Maliennes pensaient avoir obtenu leur revanche sur les partis politiques et les politiciens, responsables à leurs yeux de tous leurs malheurs. ATT profita de leur rejet par leurs concitoyens. Cependant, si le taux de participation a frôlé le tiers de l'électorat, une analyse plus fine montre qu'ATT a obtenu, en réalité, à peine 5 % de leurs suffrages.

Lors des présidentielles de 2002, les électeurs avaient, entre autres, en quelque sorte, le choix entre le choléra, la peste et le sida. Face à cette terrible perspective, ils se sont résolus à choisir le choléra, pensant qu'ils pourraient éventuellement en guérir. Ils n'avaient pas encore réalisé que leur virus de choléra appartenait à une souche particulièrement vicieuse. Ils en firent l'amère expérience moins de six mois après sa prise effective du pouvoir.

La démagogie et le populisme revinrent au premier plan. Mais ils n'étaient plus le fait d'un « artiste » de la politique et d'un « génie » de la manœuvre politicienne. Le nouveau président afficha vite ses limites tant au plan politique, intellectuel que personnel. Autour de lui, vint s'agglutiner une nouvelle variété de « moisissure politique » dont il est fort difficile de se débarrasser. Jamais pouvoir ne fut si régionaliste et ethnique au Mali. Jamais le copinage et le népotisme ne furent autant utilisés comme instrument de promotion sociale et politique. Jamais le laxisme et l'impunité ne furent autant à l'honneur. Les discours « à la petite semaine », les blagues et propos vulgaires devinrent le style approprié d'exercice du pouvoir. La ruse et la fourberie remplacèrent l'intelligence et la tactique politicienne. Très rapidement le peuple se rendit compte de sa méprise. Ce fut un véritable cauchemar.

Un nouvel ATT, le vrai, fit surface. Les Maliennes et les Maliens qui portaient dans leur cœur leur ATT de 1991, un ATT bon enfant, spontané, voire naïf, sortirent brutalement de leur rêve. Ils réalisèrent qu'il était le fruit des circonstances, de leurs attentes, de leur imagination voire de leurs fantasmes. ATT de la période de transition était la résultante du « mouvement démocratique » qui l'avait porté au pouvoir et encadré tant bien que mal. Les circonstances d'alors ne lui donnaient guère une grande liberté de manœuvre. Le rapport de forces était largement en faveur des masses dont la mobilisation presque quotidienne permettait de contenir bien des intentions inavouées.

ATT de 2002 intervint au moment où le régime ADEMA avait complètement défait le « mouvement démocratique » et achevé la

déconfiture des forces politiques sur le terrain. Aussi ATT n'eut aucun mal à s'imposer, à donner libre cours à ses « tendances naturelles ». ATT, le vrai, celui qui avait été contenu et refoulé pendant la transition, se révéla au grand jour. Le pouvoir est souvent un terrible révélateur. Il finit toujours par déchirer les masques les plus tenaces. Les contraintes de 1991 brisées, l'homme parut au grand jour, dans toute sa « petitesse » face à son peuple et face à l'histoire. Si son entrée y fut fracassante en 1991, sa sortie ne pouvait qu'être, un jour, fort honteuse.

Le plus grand crime politique d'ATT, c'est d'avoir en quelque sorte assassiné l'ATT de 1991, d'avoir brisé le mythe, la légende de l'ATT « sauveur », du militaire « patriote et démocrate » qui avait « volontairement » renoncé au pouvoir. Sa plus grande faute, celle qui lui retire aujourd'hui la place qu'il avait su obtenir dans l'histoire africaine et dans l'estime de son peuple, c'est d'être revenu au pouvoir. Il n'avait pas l'envergure d'un Jerry Rawlings<sup>13</sup>.

À certains égards, on peut dire qu'ATT est une victime, victime de s'être laissé manipuler par ceux qui avaient besoin de sa présence au pouvoir pour mieux assouvir leur volonté de puissance et de jouissance. Ils savaient qu'ils n'avaient, eux-mêmes, aucune possibilité de réaliser leurs ambitions. Ils le dénichèrent, le harcelèrent, l'encadrèrent pour qu'il accepte de jouer le rôle qu'ils voulaient lui faire jouer. Il fut en quelque sorte leur « cheval de Troie » à l'intérieur du pouvoir. Il finit par devenir ainsi un jouet entre leurs mains.

À analyser son entourage, on ne peut que mieux comprendre sa mésaventure. On réussit à lui faire croire qu'il était « l'élu du destin ». On lui en mit plein la tête. On prit soin de le convaincre d'éloigner ou d'écarter tous ceux qui auraient pu l'aider à faire autrement, à nettoyer ce pays et à le mettre sur les rails et à s'en aller tranquillement de nouveau au bout d'à peine un seul mandat. Il fit fausse route dans ses choix d'hommes et cela reste mortel en politique. « Dis-moi quels sont tes compagnons, je te dirai qui tu es », enseigne un dicton populaire bamanan.

Ce fut une véritable ruée vers le pouvoir et les coffres-forts de l'État. Nombre de ceux qui devaient normalement avoir à s'expliquer devant la justice se trouvèrent bombardés à des

<sup>13</sup> Jerry Rawlings : capitaine de l'armée ghanéenne qui fit un coup d'État et revint au pouvoir par la voie des urnes. Il fit des réformes importantes et lutta farouchement contre la corruption qui gangrénait son pays. Il jouit d'une grande popularité en Afrique de l'Ouest et ailleurs.

responsabilités gouvernementales ou à de hautes fonctions, alors que souvent des dossiers probants existaient par rapport à leur gestion catastrophique des affaires publiques. Des innocents furent désignés coupables à leur place. Les véritables auteurs des détournements étaient connus, mais hautement protégés. Des cadres connus pour leur compétence, leur intégrité, leur rigueur professionnelle, furent écartés.

La période « démocratique » de notre histoire a vu surgir sur la scène politique une nouvelle race de politiciens. L'auteur du *18 brumaire* a fort bien analysé l'entrée en service d'une certaine « voyoucratie » dans l'histoire tumultueuse de l'Europe de son temps. Utilisé dans un premier temps par la bourgeoisie dans sa guerre de classe contre le prolétariat conquérant, abusant de la naïveté de la paysannerie spoliée, le *lumpen-prolétariat* réussit à se hisser au pouvoir avec Napoléon le Petit. Mais ce nouveau héros de l'histoire n'avait aucun respect des « conventions républicaines ». Il n'hésita point à humilier la bourgeoisie qui avait pourtant fort applaudi lors de son arrivée au pouvoir. Les traditions furent bannies, la hiérarchie sociale renversée. Les « derniers » devinrent les « premiers ». Être sans foi, ni loi et n'avoir aucun sens moral devinrent la règle du nouveau régime. La médiocrité s'installa aux commandes de l'État, laissant libre cours à ses « instincts ». Elle qui n'espérait pas tant profita de cet accident de l'histoire pour prendre sa revanche sur la société, pour se venger de ses tares. Cependant l'histoire enseigne que le *lumpen-prolétariat* ne saurait faire fonctionner la machine fort complexe de l'État sans la complicité de certains intellectuels, complices éternels de toutes les « dérives » de l'histoire.

ATT, qui voulait dédouaner les militaires, avait dit au sommet de sa gloire que les coups d'État étaient la conséquence de la faillite des politiques. Il n'avait jamais pensé que cela pouvait lui être appliqué un jour, surtout à quelques semaines de la fin de son mandat. Triste destin que celui d'un homme dont la réputation « démocratique » avait été surfaite. Il suffit de faire le bilan de son parcours pour s'en convaincre. Très rapidement, il dilapida l'immense capital de sympathie et de popularité qu'il avait su acquérir auprès des Maliens, même si l'opinion publique internationale continuait à lui tresser des lauriers.

Le bilan de sa gestion du pouvoir fut une calamité pour le Mali : mauvaise gouvernance, gestion patrimoniale du pouvoir, gabegie, corruption généralisée, impunité, discrédit général de l'État, affairisme politique, faillite morale... La liste est longue. Les Maliens, un peuple si fier de son histoire et de ses valeurs

de civilisation, finirent par baisser la tête. On avait désormais honte d'être malien.

ATT avait créé autour de son régime un véritable clan de prédateurs qui avaient fait main basse sur les institutions politiques et les secteurs juteux de l'économie. Il fabriqua une majorité politique en achetant la plupart des leaders politiques de l'ancien parti majoritaire, l'ADEMA, et ses démembrements, le RPM<sup>14</sup> et l'URD<sup>15</sup>. La sauce fut agrémentée avec d'autres partis comme le CNID<sup>16</sup>, son revers, le PARENA<sup>17</sup>, et toute une flopée de partis alimentaires créés à l'occasion, comme le Mouvement citoyen et, dernièrement, le PDES<sup>18</sup>.

Il fabriqua à plein régime toute une caste de généraux et d'officiers supérieurs tout aussi voraces qu'incompétents. Faute de bataillons, de compagnies, de brigades et de corps d'armée à commander, il multiplia des postes au sein de l'appareil administratif de l'État en guise de prébende. Presque à l'improviste, l'administration du pays fut militarisée avec la complicité de la classe politique dans sa grande majorité. De nombreux cadres firent la politique du ventre. L'accès aux postes de responsabilité fut conditionné à l'aptitude à devenir un courtisan plat et vide. Les médias publics devinrent les instruments de la « griotique » officielle pour soigner l'image internationale d'un tyran que méprisait son peuple, tandis qu'à l'extérieur du pays, il continuait à faire illusion.

Sa gestion des enlèvements d'otages occidentaux, son laxisme face à AQMI, sa complicité souvent insinuée par la presse occidentale quant au trafic de drogue et autres activités maffieuses dans le Sahel finirent par le rattraper. Critiqué par ceux qui l'avaient fabriqué et lâché par ses amis occidentaux, il fut

---

<sup>14</sup> RPM : Rassemblement pour le Mali, parti dissident de l'ADEMA dirigé par IBK, Ibrahim Boubacar Keita, élu président du Mali en août 2013.

<sup>15</sup> URD : Union pour la République et la démocratie, parti dissident de l'ADEMA, dont Soumaïla Cissé était le candidat malheureux aux dernières élections.

<sup>16</sup> CNID : Congrès national d'initiative démocratique, 2<sup>e</sup> parti né après mars 1991, qui connut de nombreuses scissions.

<sup>17</sup> PARENA : Parti de la renaissance africaine, né d'une scission avec le CNID.

<sup>18</sup> PDES : Parti pour le développement économique et social qui se revendiquait d'ATT.

obligé à croiser le fer avec le MNLA<sup>19</sup> sous la pression populaire. Soupçonné par les siens d'être de mèche avec la rébellion, il biaisa comme d'habitude. Les « replis tactiques » successifs, les massacres de Aguelhok et la déroute de Taoudéni finirent par sceller son destin.

À l'analyse des faits, le coup d'État était inévitable. Aux raisons évoquées s'ajoute la volonté déguisée de ne pas quitter en réalité le pouvoir tant les intérêts en jeu étaient colossaux. Ceux qui en avaient fait leur parrain le pressaient de prolonger son mandat. Arguant de sa popularité, on lui fit croire qu'il était indispensable. Le coup d'État intervenu au Niger voisin brisa leur élan. Le projet de référendum populaire pour relecture de la constitution aux fins de réviser le nombre de mandats fut rapidement enterré. La pression internationale de ses amis occidentaux déçus par sa roublardise fit le reste. On lui signifia nettement qu'il devait quitter la scène. On lui tressa de nouveau des fleurs déjà fanées de démocrate exemplaire.

Mais, visiblement, ATT n'avait pas dit son dernier mot. La préparation des élections fut bâclée. Le processus électoral était devenu un véritable champ de mines. Les appétits voraces des prétendants au pouvoir, tous pressés et certains de l'emporter à coup sûr, firent le reste. Les contestations violentes des résultats électoraux étaient désormais inscrites à l'ordre du jour. Les débordements et la pagaille qui devaient s'ensuivre serviraient de prétexte à ses généraux à l'affût pour reprendre la main. Tel était le schéma machiavélique qu'il avait tissé.

## **L'inévitable arrivée des militaires, des djihadistes et de l'opération Serval**

La mutinerie du 22 mars 2012 déjoua complètement le complot manigancé contre son propre peuple. Le régime s'effondra comme un château de sable. Les insurgés, étonnés par la facilité avec laquelle ils s'emparèrent du pouvoir, furent les premiers surpris. Les actes qu'ils posèrent relèvent d'une improvisation évidente.

La suite fut une succession rapide de faits qui laissent perplexes : occupation éclair en quelques jours et sans combat du Nord Mali par des groupes djihadistes apparemment surgis du néant, mise du Mali sous la tutelle de la CEDEAO, instrument

---

<sup>19</sup> MNLA : Mouvement national de libération de l'Azawad : mouvement rebelle animé par quelques Touaregs dissidents.

docile des puissances occidentales, imposition d'un gouvernement de transition et d'une feuille de route, intervention militaire française dans un État déclaré « failli » par la toute-puissante « communauté internationale »...

Aux yeux de l'opinion publique malienne, africaine et internationale, l'intervention militaire a été jugée opportune voire salutaire. Cette apparente naïveté semble largement partagée un peu partout dans le monde. On ne s'efforce guère d'analyser les causes profondes de la crise actuelle au Sahel et de l'effondrement de l'État au Mali. On ne se préoccupe pas non plus de leurs enjeux locaux, régionaux et internationaux, des motivations réelles des interventions des Occidentaux, notamment de la France, mais surtout de leurs conséquences sur les pays et les peuples de la sous-région, voire de l'Afrique tout entière.

Le matraquage médiatique orchestré par les grands médias occidentaux n'y est pas étranger. La désinformation systématique relayée par les médias locaux publics et privés s'est largement focalisée sur deux problématiques essentielles.

La première fut de présenter la crise sous sa dimension religieuse, comme une agression de djihadistes fanatisés dont le but était d'instaurer un État islamique au moyen de l'imposition par les armes d'une charia sanglante au nom de laquelle on violait et violait des femmes, on coupait mains et pieds, on saccageait monuments historiques et culturels séculaires, on imposait des normes et comportements plus ou moins ubuesques. Quoi de plus normal alors que d'aller « casser les reins », selon la terminologie employée par des militaires français, à une telle folie et de « libérer les pauvres populations maliennes » d'une telle hérésie. La leçon fut bien apprise et psalmodiée à souhait au Mali, en Afrique et partout dans le monde.

Chercher à comprendre d'où venaient ces djihadistes et comment ils ont pu s'installer là des années durant n'a pas fait l'objet d'enquêtes. Pourtant il faut se demander de quelles complicités ils ont bénéficié, quels étaient leurs soutiens locaux, régionaux, internationaux, comment ceux d'entre eux venus de Libye, ont pu étrangement échapper à la surveillance de l'OTAN et entrer en territoire malien aussi lourdement armés, d'où leur venait leur ravitaillement quotidien en vivres, en carburant et en munitions, quelle était l'origine des moyens financiers colossaux dont ils disposaient, qui a pu leur permettre de recruter des combattants venus de partout, quels étaient leurs parrains, avec qui organisaient-ils les trafics de drogue, d'armes et d'otages, pourquoi des pays voisins comme le Burkina Faso et la Mauritanie et un pays dit ami comme la France ont-ils pu

soutenir, et continuer à le faire, la rébellion armée du MLNA lui accorder une représentation et parfois même des camps d'entraînement, pourquoi est-ce de la France que l'indépendance dudit Azawad a été proclamée, pourquoi et comment des pays, par ailleurs alliés stratégiques de la France et des États-Unis, comme le Qatar et l'Arabie Saoudite ont-ils pu parrainer pareille aventure ? Beaucoup de questions se posent et il existe bien des zones d'ombre, bien des mystères qui ne s'éclairciront pas de sitôt.

La brusque offensive vers Sévaré, elle aussi, laisse perplexe quand on connaît les moyens de surveillance mis en place par la France et les États-Unis depuis fort longtemps. Ce fut en tout cas un prétexte en or pour justifier l'intervention militaire de la France qui y répondit au quart de tour, comme si tout cela avait été prévu et planifié.

La deuxième problématique fut de présenter la chute du régime malien d'Amadou Toumani Touré comme une atteinte inacceptable à l'ordre « démocratique » qui était édicté au Mali et largement adoubé par les puissances occidentales.

Le coup d'État et surtout le chef de la junte militaire furent catalogués comme le diable, le mal absolu. Tout le désastre malien leur fut imputé. Point n'est besoin de chercher à comprendre comment une démocratie longtemps érigée en modèle absolu par ses parrains occidentaux a pu s'effondrer aussi brutalement comme un château de cartes. Point n'est besoin de s'interroger sur la mal gouvernance endémique et la corruption systématique qui étaient la caractéristique largement connue par ailleurs du régime en place.

Mais venons-en à la déconstruction de tous ces événements successifs menés à pas de charge et qui semblent avoir créé un ouragan dans la tête de bon nombre de Maliens, d'Africains, d'hommes et de femmes à travers le monde.

L'histoire finira par nous dire certainement mais probablement dans plusieurs décennies, quels sont les commanditaires réels du coup d'État du 22 mars et de la brusque offensive des djihadistes en direction de Sévaré. Et s'ils avaient été suscités ? Si le capitaine Sanogo n'avait pas existé, n'aurait-il pas fallu vraisemblablement l'inventer ?

Il était bien commode, ce coup d'État, aussi bien pour la France que pour la classe politique malienne au pouvoir depuis pratiquement deux décennies, absolument responsable du désastre actuel. Pour se dédouaner, cette dernière emboucha la trompette de l'antiputschisme pour redorer son blason « démocratique », fort terni par les faibles taux successifs de participation des populations maliennes à des processus

électorales entachées de nombreuses irrégularités et pourtant toutes curieusement validées par des observateurs internationaux mandatés par les Occidentaux à cet effet. Les déclarations de Laurent Bigot de la sous-direction Afrique au ministère français des Affaires étrangères, brutalement remercié depuis, en sont la parfaite illustration. De nombreux témoignages ont confirmé depuis le fait que les Occidentaux savaient tout de la réalité de la prétendue démocratie malienne et qu'ils se sont volontairement tus. Pire ils ont continué à en faire la promotion. Et pourquoi ?

Cependant l'espoir fut de courte durée. Le changement tant attendu se transforma en mirage, voire de nouveau en désespoir. La désespérance des populations apporta de l'eau au moulin des charlatans sociaux d'un genre nouveau qui leur firent miroiter les bénéfices de la drogue spirituelle. Les lieux de culte, instrumentalisés par des nouveaux « politiciens » barbus et enturbannés, devinrent le refuge naturel d'une jeunesse désemparée et sans perspectives. La charia fut proclamée remède suprême contre l'injustice et l'impunité. L'irruption du religieux sur la scène politique réduisit la société politique à la portion congrue. La société civile, tout aussi corrompue et discréditée, baissa la tête devant l'offensive de la société religieuse. Elle gagna en assurance, prit les choses en main et infligea sa première défaite à l'État lors du vote du Code de la famille au Parlement. Ayant conquis entre temps la présidence de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), elle devenait l'arbitre du jeu politique, voire même le maître d'œuvre, courtisée par les politiques, se faisant désirer par le médiateur burkinabé et la CEDEAO au point d'obtenir un poste ministériel dans le gouvernement de transition. Plus rien ne se fera désormais sans elle. Elle était assurée de son « incontournableité », voire de son prochain triomphe électoral en raison du discrédit des politiques, jusqu'à la brutale intervention militaire française qui doucha ses attentes et l'obligea à revoir à la baisse ses prétentions politiques. Mais elle n'a certainement pas dit son dernier mot. Pendant plusieurs décennies, elle a patiemment investi dans la conscience des populations à travers écoles coraniques et médersas, construction de mosquées, œuvres sociales et caritatives soulageant çà et là la misère populaire. La cible principale fut la jeunesse dont elle formata la conscience. Il suffit de voir la sortie des mosquées le vendredi et les stades qu'elle remplit lors de ses meetings et qui font pâlir d'envie les politiciens.

Mais d'où lui viennent ses moyens financiers si conséquents ? Des regards interrogateurs se tournent vers les pétromonarchies

de la péninsule arabique. Et si derrière tout cela il y avait une nouvelle stratégie de conquête et de domination du monde ? Ne sommes-nous pas en train d'assister, sans y prendre garde, à la montée en puissance d'un nouvel impérialisme, cette fois-ci arabo-salafiste ! Des décennies auparavant, il s'était lancé dans la conquête du monde avec les pétrodollars saoudiens et qataris. Si en Europe, il achète à tour de bras des parts de plus en plus importantes dans les multinationales occidentales, en Afrique et singulièrement au Mali, il arbore le masque de la religion pour mieux cacher sa gloutonnerie. Il lorgne de plus en plus vers les richesses minières et s'associe volontiers aux opérations des sociétés occidentales. Au-delà, les achats de terres agricoles attirent ses investissements. Puis d'assurance en assurance, il avance ses pions et fait corps avec le projet de Grand Sahel des Occidentaux et qu'il rêve de transformer en Califat islamique, jusqu'au raidissement français qui eut, à travers son intervention armée, à marquer son territoire et protéger ainsi les approvisionnements miniers de Areva et Total.

Nul doute que l'objectif majeur de l'intervention française n'est pas seulement militaire. Elle est surtout d'ordre politique. Elle cherche avant tout à asseoir et imposer un régime politique qui lui garantisse durablement ses intérêts et ses ambitions de puissance comme dans les autres pays de son pré carré africain. La rébellion touarègue du MLNA fait partie du puzzle géostratégique français. La déclaration de son ministre de la Défense est on ne peut plus claire quand il déclare que l'opération Serval ne prendra fin qu'avec la résolution de la crise politique qui, à ses dires, comporte deux volets, la tenue d'élections le plus vite possible pour une légitimation internationale du pouvoir et l'organisation d'une commission de dialogue et de réconciliation.

Ce qui se passe aujourd'hui un peu partout en Afrique et singulièrement au Mali mérite qu'on s'y arrête un instant et qu'on réfléchisse à cette période fort incertaine de notre parcours démocratique.

Le général De Gaulle déclarait, au sortir de la guerre de 1939-1945 qu'il s'agissait à présent, de « sauver l'homme ». N'est-ce pas cela la tâche actuelle des Maliennes et des Maliens. Il faut dessiner de nouvelles perspectives, tracer une alternative nouvelle. Elle ne saurait se faire sans lutte, sans détermination, mais surtout sans clairvoyance politique, sans imagination. Pour ce faire, il faut tourner définitivement la page de tous les « marchands d'illusion », de toutes les « crapules » qui grouillent sur la scène politique malienne, qui, hier, avaient claironné leur

fidélité à Alpha et ATT, et qui aujourd'hui sont prêts à renouveler leur soutien à IBK.

ATT avait dit un jour que c'est « l'incompétence des civils au pouvoir qui provoque les coups d'État militaires ». N'est-ce pas aussi l'incurie de certains régimes militaro-civils, comme le sien, qui provoque les « bourrasques populaires » ? Mais, sans projet politique, ces émeutes ne peuvent conduire qu'à des impasses tous aussi mortelles. La classe politique malienne actuelle n'offre aucune perspective, disqualifiée par son comportement, par son opportunisme et sa médiocrité.

Seule une nouvelle race d'hommes politiques peut tracer les sillons de l'espérance dans la boue de la désespérance actuelle. À présent, il nous faut « *réinventer l'avenir* », disait Thomas Sankara. À nous de réinventer la politique, de remplir notre devoir de génération, notre mission patriotique face à notre peuple et à l'histoire ou de les trahir à jamais !